

À qui profite le boom économique ?

Au cours du déjeuner-débat du 4 mai 2011 organisé par l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI), le public et une vingtaine d'internautes qui suivaient la retransmission sur le site de l'ASTI sont revenus avec le sociologue Fernand Fehlen¹ sur 30 années d'essor économique au Luxembourg. Sur cette période, et face à la concurrence croissante des frontaliers, la structuration du marché du travail affiche un net repli des Luxembourgeois et immigrés de longue date sur un secteur protégé. De la sociologie classique à la sociologie de la globalisation, le concept de « capital d'ancrage » se révélera alors clé de voute d'un système protégeant les autochtones de la concurrence étrangère. Démonstration !

Du local au global : vers un nouveau cadre théorique

La mondialisation, en tant que phénomène récent basé sur les technologies nouvelles et la possibilité de voyager à coût modéré, est définie dans Wikipédia comme « l'expansion et l'harmonisation de liens d'interdépendance entre les nations, les activités humaines et les systèmes politiques à l'échelle du monde ». Ainsi, pour Ulrich Beck, la théorie de la société conteneur, pensée dans le cadre d'un « nationalisme méthodologique » et assimilant la société à un conteneur hermétique circonscrit par ses frontières, est désormais caduque. Comme le souligne Fernand Fehlen, il convient de lui substituer le concept de « glocalisation » développé par Roland Robertson et traduisant une globalisation qui s'adapte au local.

La modernité fait en effet naître une pensée de la société en termes de flux, d'espaces sociaux croisés et donc de transferts de capitaux d'un espace à l'autre. Claudia Hartmann a, la première, appliqué cette approche au cas particulier du Luxembourg. Fernand Fehlen propose, quant à lui, de circonscrire une telle application au champ spécifique de l'espace social qu'est le marché de l'emploi et plus spécifiquement le marché protégé, fondant notamment son analyse

sur des travaux sociologiques de la seconde moitié du XX^e siècle.

Karine Bouton

Racisme et capital

Dans les années 1960, les travaux de Norbert Elias et John L. Scotson sur une ville industrielle en Angleterre au sein de laquelle existaient des conflits entre deux communautés pourtant de même race, de même religion et de même classe, ont montré l'existence d'un racisme sans races basé sur une certaine forme d'ancienneté, un capital culturel acquis des « établis » face aux « nouveaux venus ». Stigmatisation et généralisation créèrent des stéréotypes permettant la mise en place d'une forme de hiérarchisation et par là même un racisme sans races.

Dans les années 1970, Pierre Bourdieu envisage, quant à lui, l'espace social comme un ensemble de champs plus ou moins autonomes, au sein desquels s'articulent des relations entre différentes positions. La notion de capital désigne dans ce contexte les ressources et pouvoirs dont dispose chaque « agent » et dont la valeur est négociée au sein de cet espace. La relation est donc primordiale dans l'espace social structuré par un capital économique, un capital culturel et un capital social. Le capital d'ancrage, forme spécifique du

La globalisation tend à diminuer le rôle de l'État nation au profit des marchés économiques et des regroupements d'États – Union européenne, etc. –, mais lui offre aussi de nouvelles marges de manœuvre.

capital social, encore dénommé capital d'ancienneté ou d'autochtonie, désigne alors la relation à la culture nationale, au capital linguistique...

Inscrivant l'analyse d'Elias et Scotson dans le cadre théorique développé par Bourdieu, Fernand Fehlen interrogera la place de ce capital d'ancrage, la reconnaissance de sa valeur dans l'espace social luxembourgeois. Cette démarche a déjà été entreprise par Nathalie Heinrich, autour du concept de capital d'ancienneté des familles, et Anne-Catherine Wagner, qui a développé l'importance du capital d'autochtonie dans le contexte local, conférant « une chance d'accès à des positions, des titres, une reconnaissance sociale pour autant que les autorités notamment locales, en reconnaissent la valeur² ».

De l'emploi de l'autochtonie

Transnational au Luxembourg, le marché de l'emploi reflète une globalisation économique qui s'intensifie. En son sein, le secteur protégé rassemblant 55 % des salariés de nationalité luxembourgeoise s'adresse à ceux qui justifient d'un fort capital d'ancrage. La citoyenneté luxembourgeoise³ et le capital linguistique en constituent des marqueurs. Ce secteur, qui s'est révélé de plus en plus attrayant au fil des années, est ainsi composé par les fonctionnaires et les salariés des employeurs de droit public, de la Société nationale des chemins de fer, de la Société nationale de contrôle technique ainsi que des entreprises de production et de distribution de l'énergie ou encore une partie des services collectifs, sociaux et personnels nécessitant une connaissance du Luxembourg.

L'analyse de l'espace social luxembourgeois sous le prisme des inégalités de richesse, de pouvoir et de prestige permet alors de relever l'efficacité de ce capital d'ancrage, tout en défiant le sens commun qui tendrait à assimiler la société luxembourgeoise à un sandwich composé d'un jambon de Luxembourgeois entre deux tranches de pain, les étrangers en bas et en haut de l'échelle sociale. En effet, l'étude de la distribution des salaires déclarés à l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), répartis par déciles, met en évidence une surreprésentation des salariés luxembourgeois en haut de l'échelle salariale, de par leur position dans les secteurs les plus rémunérateurs : prédominance dans le secteur public et bonne place dans le secteur financier. La population portugaise se révèle, quant à elle, positionnée au bas de l'échelle sociale. L'échelle des revenus traduit une surreprésentation des nationaux parmi les classes moyennes et les classes supérieures et une sous-représentation parmi les classes inférieures ; une tendance qui s'affirme elle aussi au fil des années. Différents indicateurs placent également des Luxembourgeois au premier rang des

décideurs économiques les plus affluents à Luxembourg⁴, soulignant le poids de « grandes » familles luxembourgeoises.

État futé

La globalisation tend à diminuer le rôle de l'État nation au profit des marchés économiques et des regroupements d'États – Union européenne, etc. –, mais lui offre aussi de nouvelles marges de manœuvre. Fernand Fehlen emprunte le concept de l'« État futé » – *cunning state* – à l'anthropologue indienne Shalini Randeria pour décrire la stratégie de monnayage de la souveraineté nationale dans le contexte de la globalisation. Les fruits de cette stratégie sont redistribués au Luxembourg prioritairement en faveur des retraités, fonctionnaires et autres salariés du service public témoignant d'un capital d'ancrage très élevé. De la même manière, des loyers élevés profiteront aux détenteurs de propriétés ; un patrimoine qui va généralement de pair avec un fort capital d'ancrage.

À la question posée dans le titre de sa conférence, l'orateur répond que ce sont ceux qui ont un capital d'ancrage élevé qui profitent du boom économique, tout en concédant que la description statistique de cette population pose moult difficultés. La preuve, une étude très récente⁵ faisant état du patrimoine moyen des ménages selon la nationalité de la personne de référence. Elle offre un contrepoint fort intéressant aux thèses défendues par Fernand Fehlen. Il y apparaît en effet que les Luxembourgeois par naissance seraient détenteurs d'un patrimoine immobilier moins conséquent que les Luxembourgeois par naturalisation, qui eux-mêmes possèderaient un patrimoine immobilier inférieur à celui des étrangers. L'analyse de ces données sensibles, dont la valeur brute, ici considérée, n'est pas toujours parfaitement maîtrisée par les répondants, requiert sans doute une certaine prudence. Ces résultats ont en tout cas le mérite de soulever nombre de questions qui appellent à une exploitation plus poussée de ces variables. Preuve que dans le domaine de la sociologie de l'immigration, beaucoup reste à faire. ♦

1 Pionnier des recherches sur la société luxembourgeoise, Fernand Fehlen a été, en 1993, le cofondateur de STADE - Unité de recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg, et son directeur de 2000 à 2007. Enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg, il est l'auteur de nombreuses études sur la situation linguistique, la structure sociale et le champ politique du Luxembourg.

2 Wagner, Anne-Catherine, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, 2007

3 De moins en moins opérante cependant depuis l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants de l'Union européenne par exemple

4 Top 100 de *Paperjam*, janvier 2009

5 *Luxembourg Wealth Study*, avril 2011